

GIPEAM

Commande publique

MARCHÉ PUBLIC

SERVICES

Marché public relatif à la mise en place d'un Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH)

Cahier des Clauses Particulières

Consultation n°

26GIPEAM05



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



SOMMAIRE

| | |
|--|--|
| Eléments clés du contrat | |
| Introduction | |
| Définitions | |
| PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES..... | |
| 1. Objet du marché | |
| 2. Structure et forme du marché | |
| 3. Durée | |
| 4. Modalités d'exécution | |
| 5. Prix et conditions de paiement..... | |
| 6. Conditions de réalisation des prestations..... | |
| 7. Obligations du titulaire..... | |
| 8. Litige et sanctions..... | |
| 9. Fin du marché | |



**Cofinancé par
l'Union
européenne**

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

| | | |
|--|------------------|---|
| | Objet du contrat | Mise en place et exploitation d'un Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH) pour le GIPEAM |
| | Acheteur | GIPEAM |
| | Type de contrat | Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée (Article R2123-1 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG techniques de l'information et de la communication. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché. |
| | Structure | Non alloti |
| | Lieu d'exécution | Mayotte |
| | Durée | 12 Mois, reconductible 3 fois 12 mois |
| | Penalites | Voir Litige et sanctions CCP |
| | Nature des prix | Forfaitaire |
| | CCP | Voir – Cahier des charges Refonte Système d'Information RH GIP L'Europe à Mayotte |

INTRODUCTION

Le présent marché a pour objet la mise en place, le déploiement et l'exploitation d'un Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH) au bénéfice du GIPEAM.

Il porte notamment sur la fourniture d'une solution logicielle permettant la gestion intégrée des principaux processus RH, comprenant en particulier la gestion administrative des agents, le suivi des carrières, la gestion des absences et des congés, le suivi du temps de travail, ainsi que la gestion de la paie et des obligations déclaratives associées.



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP L'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



DEFINITIONS

| | |
|---|---|
|  Contrat | Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée (Article R2123-1 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG techniques de l'information et de la communication. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché. |
|  Acheteur | Le GIPEAM agit en tant que pouvoir adjudicateur lors de la passation du marché. |
|  Bénéficiaire | Le GIPEAM est le bénéficiaire des prestations. |
|  Titulaire | Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire. |
|  Prestation | La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par le GIPEAM. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques. |



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture, le déploiement, la mise en service, la maintenance et l'assistance d'un Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH) pour le compte du GIPEAM.

Les prestations incluent notamment :

- La mise à disposition d'une solution SIRH, en mode hébergé (SaaS) ou acquisitive, couvrant les principaux processus RH : gestion administrative des agents, gestion des carrières, gestion des absences et des congés, suivi du temps de travail, ainsi que la gestion de la paie ;
- Le paramétrage et l'adaptation de la solution aux besoins spécifiques du GIPEAM ;
- La reprise et l'intégration des données existantes ;
- L'interopérabilité avec les outils et logiciels déjà en place ;
- La formation des utilisateurs et administrateurs ;
- La maintenance corrective, évolutive et réglementaire de la solution ;
- L'assistance technique et fonctionnelle ;
- L'hébergement, la sécurisation et la sauvegarde des données, conformément aux exigences en matière de protection des données personnelles ;
- La réversibilité et la restitution des données en fin de marché.

2. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

■ 2.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un Marché à procédure adaptée (Article R 2123-1 1° - Code de la commande publique)

■ 2.2. Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP L'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



■ 2.3. Allotissement :

Conformément aux dispositions de l'article **L.2113-11 du Code de la commande publique**, le présent marché n'est pas alloti.

Les prestations constituent un ensemble fonctionnel et technique indivisible nécessitant une intégration étroite entre la fourniture de la solution, son paramétrage, son déploiement, sa maintenance, son hébergement et l'assistance aux utilisateurs.

Un allotissement serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations, à compromettre la cohérence globale du système, ainsi qu'à diluer les responsabilités nécessaires au bon fonctionnement du Système d'Information des Ressources Humaines.

Le marché est attribué à un opérateur économique.

3. DURÉE

■ 3.1 Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la date indiquée dans le courrier de notification.

■ 3.2. Reconduction du contrat :

Le contrat est reconductible 3 fois de manière tacite pour les mêmes montants et d'une durée de 12 mois. L'acheteur prend la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Seul le GIPEAM pourra prendre une décision de non-reconduction.

■ 3.3. Pièces contractuelles du marché :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TIC, les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives du GIPEAM fait seul foi,
- L'offre du candidat retenu
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



Pièces générales :

Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics des techniques de l'information et de la communication (« CCAG TIC » - arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics des techniques de l'information et de la communication, NOR : ECOM2106868A) dans sa version applicable à la date de lancement du marché.

4. MODALITES D'EXÉCUTION DU PRESENT MARCHÉ

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément aux stipulations du présent marché, aux règles de l'art applicables aux systèmes d'information, ainsi qu'aux dispositions du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (TIC).

4.1 Organisation et pilotage du projet

Le titulaire désigne un chef de projet unique, interlocuteur privilégié du GIPEAM pendant toute la durée du marché.

Un calendrier prévisionnel d'exécution est établi dès la notification du marché. Le déploiement de la solution donne lieu à des réunions de suivi régulières et à la production de livrables validés par le GIPEAM.

4.2 Déploiement et mise en service

La solution fait l'objet :

- d'une phase de paramétrage et d'adaptation aux besoins du GIPEAM ;
- d'une phase de reprise et de migration des données existantes ;
- d'une phase de tests (recette fonctionnelle et technique) ;
- d'une mise en production formalisée par une décision de validation du GIPEAM.

La mise en service n'est réputée acquise qu'après validation expresse du GIPEAM.

4.3 Continuité et qualité de service

Le titulaire garantit :

- la disponibilité de la solution conformément aux engagements contractuels ;
- la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données ;
- la sauvegarde régulière des données ;
- la continuité de service en cas d'incident technique.

Les incidents font l'objet d'un traitement dans des délais compatibles avec la gravité constatée.



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP L'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



4.4 Protection des données

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, notamment le Règlement (UE) 2016/679 (RGPD).

Il agit, le cas échéant, en qualité de sous-traitant au sens du RGPD et s'engage à :

- traiter les données uniquement sur instruction du GIPEAM ;
- mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées ;
- notifier toute violation de données dans les meilleurs délais.

4.5 Maintenance et assistance

Le titulaire assure :

- la maintenance corrective ;
- la maintenance évolutive ;
- les mises à jour réglementaires ;
- l'assistance technique et fonctionnelle aux utilisateurs.

Les modalités d'intervention sont précisées au CCP.

4.6 Réversibilité

À l'issue du marché, le titulaire garantit la restitution complète des données du GIPEAM dans un format standard exploitable, ainsi que l'assistance nécessaire à la reprise du système par un tiers.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 Prix du contrat :

5.1.1 Établissement des prix :

Les prix sont exprimés en euros et établis hors taxes.

Ils couvrent l'ensemble des prestations nécessaires à la bonne exécution du marché, telles que définies dans le présent cahier des clauses particulières.

En complément des stipulations du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (TIC), les prix sont réputés inclure notamment :

- L'ensemble des charges fiscales, parafiscales, sociales ou autres applicables aux prestations ;



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



- La fourniture de la solution SIRH, qu'elle soit en mode acquisitif ou hébergé (SaaS) ;
- Les frais de paramétrage, de configuration et d'adaptation aux besoins spécifiques du GIPEAM ;
- Les opérations d'installation, de déploiement et de mise en service ;
- La reprise, la migration et l'intégration des données existantes ;
- Les prestations d'interopérabilité avec les outils et logiciels déjà en place ;
- L'hébergement, la sécurisation, la sauvegarde et la protection des données ;
- La maintenance corrective, évolutive et réglementaire pendant toute la durée du marché ;
- L'assistance technique et fonctionnelle ;
- La formation des utilisateurs et administrateurs ;
- Plus généralement, toute fourniture, prestation ou sujétion nécessaire à l'exécution complète et conforme du marché.

5.1.2. TVA :

Conformément à l'article 294 du Code général des impôts, la TVA ne s'applique pas aux prestations réalisées à Mayotte, ni à l'importation de biens. Par conséquent, les prix indiqués dans le cadre du présent marché sont exprimés hors TVA.

Le titulaire s'engage à respecter cette spécificité fiscale applicable à Mayotte et à ne pas inclure de TVA dans ses factures.

■ **5.2 Condition de paiement :**

5.2.1. Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

5.2.2. Présentation des demandes de paiement :

Le titulaire facture le GIPEAM conformément aux prestations exécutées et admises.

La facture est transmise au GIPEAM de la manière suivante :



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



Elle est transmise de manière électronique aux adresses e-mail communiquées.

Elle est transmise de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique à l'adresse email suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

A titre informatif, le titulaire est également invité à envoyer une copie électronique de la facture par e-mail à l'adresse suivante : bahati.houmadi@europe-a-mayotte.yt

Il est précisé que la transmission par e-mail ne remplace en aucun cas l'obligation de transmission par Chorus Pro, et seule cette dernière transmission sera retenue pour le traitement des factures.

Les factures sont établies en euros et comportent les mentions obligatoires prévues par la réglementation en vigueur, notamment :

- l'identification du titulaire ;
- l'identification du GIPEAM ;
- le numéro et l'objet du marché ;
- le cas échéant, les références du bon de commande ou de l'ordre de service ;
- le détail des prestations exécutées ;
- le montant hors taxes, ainsi que le montant toutes taxes comprises ;
- en cas de groupement conjoint, la répartition des prestations entre les membres ;
- en cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations exécutées par le sous-traitant.

5.2.3. Délai de paiement :

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture sur Chorus Pro et des pièces justificatives correspondantes, sous réserve que les prestations aient été admises.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :   

6. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ 6.1 Conditions de réalisation des prestations :

6.1.1. Modalités de réalisation des prestations :

Les prestations seront réalisées en accord avec le GIPEAM, selon les modalités convenues en amont et en collaboration avec lui.

Les prestations sont effectuées aux frais et risques du titulaire.

■ 6.2 Vérification des prestations :

6.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.



**Cofinancé par
l'Union
européenne**

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



6.2.2. Opérations de vérification des prestations :

Les prestations relevant du présent marché font l'objet d'opérations de vérification par le GIPEAM, conformément aux stipulations du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (TIC), afin de s'assurer de leur conformité aux exigences contractuelles.

Ce contrôle porte notamment sur :

- le respect des spécifications fonctionnelles prévues au marché ;
- la conformité du paramétrage de la solution aux besoins du GIPEAM ;
- la qualité et l'exhaustivité de la reprise et de la migration des données ;
- le respect des délais de déploiement et de mise en production ;
- la disponibilité, la performance et la fiabilité de la solution ;
- la qualité des prestations de maintenance corrective, évolutive et réglementaire ;
- la mise en œuvre effective des mesures de sécurité, de sauvegarde et de protection des données à caractère personnel ;
- le respect des engagements contractuels et des niveaux de service définis au marché.

Une phase de recette fonctionnelle et technique est organisée préalablement à la mise en production. La mise en service définitive est subordonnée à la validation expresse du GIPEAM.

Le titulaire s'engage à transmettre, à la demande du GIPEAM, tout élément ou document permettant de vérifier la bonne exécution du contrat, notamment :

- les rapports d'intervention et de maintenance ;
- les journaux d'incidents ;
- les indicateurs de performance et de disponibilité ;
- les éléments relatifs aux sauvegardes et à la sécurité du système ;
- tout document utile à l'évaluation du respect des obligations contractuelles.

En cas de manquement constaté aux obligations contractuelles, le GIPEAM pourra mettre le titulaire en demeure de remédier aux manquements constatés dans un délai qu'il fixera.

À défaut de régularisation dans le délai imparti, les dispositions relatives aux pénalités, aux éventuelles réfections ou à la résiliation du marché pourront être mises en œuvre conformément aux stipulations contractuelles et au CCAG TIC.



■ 6.3 Clause de réexamen et modifications du contrat

6.3.1. Clause de réexamen et modifications du contrat :

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues ci-après, dès lors que ces modifications ne changent ni l'objet ni la nature globale du marché.

6.3.1.1. Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire ou normative

En cas d'évolution législative ou réglementaire affectant :

- la gestion de la paie ;
- les obligations déclaratives sociales ;
- la réglementation applicable aux données personnelles (RGPD) ;
- les normes de sécurité des systèmes d'information ;
- ou toute autre disposition impactant le fonctionnement du SIRH,

le marché pourra être adapté afin d'assurer sa conformité aux nouvelles dispositions en vigueur.

Ces adaptations pourront notamment porter sur :

- le paramétrage du logiciel ;
- les modules de gestion ;
- les interfaces déclaratives ;
- les mesures de sécurité.

Toute modification donnera lieu à un avenant, sauf si elle relève de la maintenance réglementaire déjà incluse dans le marché.

6.3.1.2. Évolution fonctionnelle de la solution

Des évolutions fonctionnelles pourront être mises en œuvre en cours d'exécution du marché, notamment :

- ajout de modules complémentaires ;
- extension à de nouveaux processus RH ;



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :   

- amélioration des fonctionnalités existantes ;
- adaptation aux besoins organisationnels du GIPEAM.

Ces modifications :

- doivent demeurer conformes à l'objet du marché ;
- ne pas en modifier la nature globale ;
- ne pas en bouleverser l'équilibre économique.

Toute évolution fonctionnelle fait l'objet d'une proposition chiffrée du titulaire et d'une validation expresse du GIPEAM par voie d'avenant.

Aucune évolution payante ne peut être mise en œuvre sans accord écrit préalable.

6.3.1.3. Evolution du périmètre d'utilisateurs

Le marché est exécuté sur la base des besoins réels du GIPEAM.

L'évolution :

- du nombre d'agents utilisateurs ;
- du nombre de profils ou d'administrateurs ;
- du volume de données traitées ;

peut entraîner une adaptation du montant du marché, selon les modalités financières prévues au contrat.

Ces ajustements, lorsqu'ils résultent des modalités de tarification prévues initialement (prix unitaire par utilisateur par exemple), ne constituent pas une modification du marché au sens des articles L.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

6.3.1.4. Modifications en cas de circonstances imprévisibles

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévisibles qu'un acheteur diligent ne pouvait prévoir lors de sa conclusion.

Peuvent notamment constituer de telles circonstances :

- une réforme majeure du droit de la fonction publique ;
- une réforme des obligations déclaratives sociales ;
- une évolution significative des normes de cybersécurité ;



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



- une cyberattaque d'ampleur nécessitant une adaptation structurelle du système ;
- toute évolution technologique imprévisible affectant l'exécution du marché.

Dans ces hypothèses, les parties peuvent convenir, par voie d'avenant, des adaptations nécessaires, notamment :

- une évolution de l'architecture technique ;
- un renforcement des mesures de sécurité ;
- une adaptation des modalités d'hébergement ;
- une modification des conditions financières dans les limites prévues par la réglementation.

6.3.1.5. Modalités de mise en œuvre

Toute modification envisagée doit faire l'objet d'une demande écrite et motivée.

Le titulaire transmet au GIPEAM un dossier justificatif comprenant notamment :

- l'exposé détaillé des circonstances justifiant la modification ;
- l'analyse de l'impact technique et fonctionnel ;
- l'évaluation chiffrée de l'impact financier ;
- tout élément permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande.

Le GIPEAM dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception d'un dossier complet pour se prononcer.

Toute modification acceptée donne lieu à la conclusion d'un avenant signé par les deux parties.

Aucune modification ne peut entrer en vigueur sans validation écrite préalable du GIPEAM.

En cas de rejet de la demande, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni compensation.

6.3.2 Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie dématérialisée, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 48h à compter de son envoi, ou à défaut, 48h après.



7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ 7.1 Obligations courantes du titulaire

7.1.1. Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité à l'égard du GIPEAM et des tiers pour tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs pouvant résulter de l'exécution du présent marché.

Ces assurances doivent notamment couvrir :

- la responsabilité civile professionnelle ;
- les dommages immatériels résultant d'une défaillance du système d'information ;
- les risques liés à la sécurité des systèmes d'information ;
- les conséquences d'une violation de données à caractère personnel ;
- les risques liés à l'hébergement et à la conservation des données.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation précisant :

- la nature des garanties souscrites ;
- les montants de couverture ;
- la période de validité.

À tout moment pendant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande du GIPEAM.

Le défaut de production de l'attestation d'assurance peut constituer un manquement contractuel susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues au marché ou, le cas échéant, sa résiliation.

7.1.2. Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu, en sa qualité de professionnel des systèmes d'information et de la gestion des ressources humaines, à une obligation générale d'information, de conseil et d'alerte à l'égard du GIPEAM pendant toute la durée du marché.

À ce titre, il informe sans délai le GIPEAM :



- de toute évolution législative ou réglementaire affectant les fonctionnalités du SIRH, notamment en matière de paie, de déclarations sociales ou de protection des données à caractère personnel ;
- de toute évolution normative ou technique susceptible d'impacter la sécurité, la performance ou la conformité du système ;
- de tout risque identifié pouvant compromettre la bonne exécution du marché.

Le titulaire s'engage également à alerter le GIPEAM dans les meilleurs délais en cas :

- de retard dans le calendrier de déploiement ;
- de difficulté technique majeure ;
- d'incident de sécurité ou de violation de données ;
- de dysfonctionnement susceptible d'affecter la fiabilité des traitements, notamment des opérations de paie.

Le titulaire propose, le cas échéant, toute mesure corrective ou préventive adaptée.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier sans délai au GIPEAM toute modification survenant en cours d'exécution du marché et relative :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa forme juridique, sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- aux sous-traitants déclarés ou aux conditions d'exécution de la sous-traitance ;
- à tout changement susceptible d'affecter la continuité, la sécurité ou la conformité des prestations.

Le non-respect de cette obligation peut constituer un manquement contractuel susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues au marché ou, le cas échéant, sa résiliation.

7.1.3. Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

- 1) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

3) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

7.1.4. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :   

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.1.5. Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

7.1.6. Sous-traitance :

Le marché peut faire l'objet de sous-traitance dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique et au CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (TIC).

Le titulaire peut confier à des sous-traitants l'exécution de certaines prestations, sous réserve :



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



de les avoir déclarés au moment de la remise de l'offre ou en cours d'exécution du marché ;

- d'avoir obtenu leur acceptation par le GIPEAM ;
- et d'avoir fait agréer leurs conditions de paiement.

Le titulaire demeure pleinement responsable de la bonne exécution du marché, y compris des prestations confiées à ses sous-traitants.

Il s'assure que ses sous-traitants respectent :

- les obligations contractuelles du marché ;
- les exigences en matière de sécurité des systèmes d'information ;
- les obligations relatives à la protection des données à caractère personnel ;
- les obligations sociales et fiscales applicables.

En cas de recours à un sous-traitant pour des prestations d'hébergement ou de traitement de données, le titulaire garantit que celui-ci présente les garanties techniques et organisationnelles appropriées conformément au Règlement (UE) 2016/679 (RGPD).

Le titulaire informe sans délai le GIPEAM de toute modification relative à ses sous-traitants en cours d'exécution.

■ 7.2 Obligations liées à la sécurité

7.2.1. Confidentialité et protection des données personnelles :

1. Confidentialité

Les parties s'engagent à conserver strictement confidentielles toutes les informations, données, documents et éléments de toute nature dont elles auraient connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché et signalés comme présentant un caractère confidentiel ou dont la confidentialité découle de leur nature.

Elles prennent toutes mesures utiles afin d'éviter toute divulgation à des tiers non autorisés.

Cette obligation de confidentialité s'applique pendant toute la durée du marché et demeure en vigueur pendant cinq (5) ans après son expiration ou sa résiliation, quelle qu'en soit la cause.

Le titulaire veille à ce que son personnel et ses sous-traitants respectent les mêmes obligations de confidentialité.



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



2. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire est susceptible de traiter des données à caractère personnel pour le compte du GIPEAM.

À ce titre :

- le GIPEAM agit en qualité de responsable de traitement ;
- le titulaire agit en qualité de sous-traitant au sens du Règlement (UE) 2016/679 (RGPD).

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement sur instruction documentée du GIPEAM ;
- garantir la confidentialité des données traitées ;
- mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité, l'intégrité et la disponibilité des données ;
- ne pas recruter un autre sous-traitant sans autorisation préalable écrite du GIPEAM ;
- assister le GIPEAM dans le respect de ses obligations en matière de droits des personnes concernées ;
- notifier au GIPEAM toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance ;
- supprimer ou restituer l'ensemble des données à caractère personnel à l'issue du marché.

Le titulaire garantit que les données sont hébergées au sein de l'Union européenne, sauf autorisation expresse du GIPEAM et mise en place de garanties appropriées conformément au RGPD.



**Cofinancé par
l'Union
européenne**

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



8. LITIGE ET SANCTIONS

■ 8.1 Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

■ 8.2 Pénalités

En cas de manquement aux obligations contractuelles, notamment :

- retard dans le calendrier de déploiement ou de mise en production ;
- non-respect des engagements de disponibilité de la solution ;
- dysfonctionnements répétés affectant la fiabilité des traitements, notamment des opérations de paie ;
- retard dans le traitement des incidents ;
- manquement aux obligations en matière de sécurité ou de protection des données ;
- non-respect des obligations d'assistance ou de maintenance ;

le GIPEAM peut mettre le titulaire en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai qu'il fixe.

À défaut de régularisation dans le délai imparti, des pénalités pourront être appliquées.

Sauf stipulation particulière, le montant total des pénalités applicables au titre d'une année d'exécution ne peut excéder 10 % du montant annuel du marché.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la mise en œuvre, le cas échéant, des autres mesures prévues au marché, notamment la résiliation pour faute dans les conditions prévues au CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (TIC).

En cas de manquements graves ou répétés compromettant la continuité du service ou la fiabilité des traitements, le GIPEAM peut engager la procédure de résiliation du marché aux torts du titulaire.



■ 8.3 Résiliation et autres stipulations

8.3.1 Résiliation du présent marché :

Le marché pourra être résilié de plein droit, sans indemnité pour le titulaire, si celui-ci se trouve, en cours d'exécution du contrat, dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique, notamment en cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics.

La résiliation pourra intervenir après constatation de la situation et, le cas échéant, après mise en demeure restée sans effet.

8.3.2. Continuité du service en cas de défaillance :

En cas de manquement grave du titulaire susceptible d'entraîner une interruption du service, une indisponibilité prolongée de la solution, une défaillance affectant la gestion des ressources humaines ou des opérations de paie, ou une atteinte à la sécurité, à l'intégrité ou à la confidentialité des données, le GIPEAM peut mettre le titulaire en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai qu'il fixe.

À défaut de régularisation dans le délai imparti, le GIPEAM peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP et au CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (TIC).

En cas de résiliation ou d'échéance du marché, pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'engage à :

- assurer la continuité du service pendant la période strictement nécessaire à la mise en œuvre de la réversibilité ;
- maintenir l'accès à la solution et aux données ;
- garantir l'intégrité, la disponibilité et la sécurité des informations ;
- coopérer pleinement avec le GIPEAM et, le cas échéant, avec le nouveau prestataire désigné, afin de permettre la transmission des données, des paramètres et de tout élément nécessaire à la reprise du service.

Cette continuité doit être assurée dans des conditions permettant d'éviter toute interruption de la gestion des ressources humaines et du traitement des opérations de paie.



8.3.3 Résiliation partielle

Une résiliation partielle du marché peut intervenir :

- soit d'un commun accord entre les parties ;
- soit en cas de manquement grave du titulaire affectant une prestation distincte, identifiable et dissociable du reste des obligations contractuelles.

La résiliation partielle ne peut porter que sur des prestations accessoires ou sur un module distinct de la solution, à condition :

- que les prestations concernées soient techniquement et fonctionnellement dissociables ;
- que cette résiliation ne modifie pas la nature globale du marché ;
- qu'elle ne bouleverse pas l'équilibre économique du contrat.

La résiliation partielle ne peut avoir pour effet de priver le GIPEAM des fonctionnalités essentielles nécessaires à la gestion des ressources humaines et de la paie.

Toute résiliation partielle donne lieu à un avenant précisant :

- son périmètre exact ;
- la date d'effet ;
- les adaptations techniques nécessaires ;
- les conséquences financières éventuelles, notamment la réduction correspondante du montant du marché.

Les stipulations relatives à la réversibilité et à la protection des données demeurent applicables aux prestations résiliées.

8.3.4. Résiliation pour faute

En cas de manquement grave ou répété du titulaire à ses obligations contractuelles, le GIPEAM peut résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, après mise en demeure restée sans effet dans le délai fixé.

Constituent notamment des manquements susceptibles d'entraîner la résiliation :


- le non-respect des engagements de disponibilité ou de performance de la solution ;
- des retards répétés et significatifs dans le déploiement ou la mise en production ;
- des dysfonctionnements graves affectant la fiabilité des traitements, notamment des opérations de paie ;



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :   

- le non-respect des obligations en matière de sécurité des systèmes d'information ou de protection des données à caractère personnel ;
- le refus ou l'incapacité d'assurer la maintenance réglementaire ;
- la perte des capacités techniques ou financières nécessaires à l'exécution du marché ;
- la survenance d'un cas d'exclusion prévu aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

La résiliation pour faute ne donne lieu à aucune indemnité au profit du titulaire.

Elle ne fait pas obstacle à l'application des pénalités prévues au marché ni à l'exercice par le GIPEAM de toute action en réparation des préjudices subis.

En cas de résiliation pour faute, le titulaire demeure tenu d'assurer les obligations relatives à la continuité de service et à la réversibilité des données dans les conditions prévues au présent CCAP.

8.3.5. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément aux stipulations du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication (TIC), le GIPEAM peut résilier le présent marché à tout moment pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par écrit. Elle prend effet à l'issue d'un préavis de six (6) mois à compter de la date de réception de la notification, sauf urgence dûment justifiée.

Pendant la durée du préavis, le titulaire demeure tenu d'assurer l'intégralité des prestations prévues au marché, dans les conditions contractuelles en vigueur, notamment la disponibilité de la solution, la maintenance, l'assistance et la sécurité des données.

Indemnisation du titulaire

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité correspondant :

- au montant des prestations exécutées et admises à la date de prise d'effet de la résiliation ;
- aux dépenses utiles, directement liées à l'exécution du marché, dûment justifiées et non amorties à la date de résiliation.

Aucune indemnité ne peut être accordée au titre du manque à gagner, de la perte de bénéfices escomptés ou de la fraction non exécutée du marché.

Continuité et réversibilité



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire s'engage à :

- assurer la continuité du service pendant la durée du préavis ;
- maintenir l'accès aux données et aux fonctionnalités essentielles ;
- coopérer avec le GIPEAM afin d'organiser la réversibilité dans les conditions prévues au marché.

Cette continuité doit permettre d'éviter toute interruption de la gestion des ressources humaines et des opérations de paie.

8.3.6. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Mamoudzou
731 boulevard Younoussa Bamana
97600 MAMOUDZOU
Téléphone : 02 69 61 18 56
Télécopie : 02 69 61 18 62
Courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :



9. FIN DU MARCHÉ

■ 9.1. Propriété intellectuelle :

Les documents, livrables, paramétrages, développements spécifiques et éléments produits spécifiquement pour le GIPEAM dans le cadre de l'exécution du présent marché peuvent être utilisés librement par le GIPEAM pour les besoins liés à l'exécution et au suivi du contrat, ainsi qu'en cas de changement de prestataire.

Les droits patrimoniaux afférents aux éléments spécifiquement développés pour le GIPEAM sont cédés à ce dernier, à titre non exclusif, pour toute la durée légale de protection, pour les besoins de son activité, y compris en cas de réversibilité.

Le titulaire conserve l'ensemble des droits de propriété intellectuelle relatifs :

- à la solution logicielle standard proposée ;
- à ses méthodes, outils, savoir-faire et supports génériques ;
- aux éléments préexistants au marché.

Le marché n'emporte pas transfert de propriété du logiciel standard, mais confère au GIPEAM un droit d'usage conforme aux stipulations contractuelles pendant toute la durée du marché.

Les données traitées dans le cadre du marché, y compris les données à caractère personnel, demeurent la propriété exclusive du GIPEAM.

Le titulaire s'interdit d'en faire usage à d'autres fins que l'exécution du marché.

■ 9.2. Certificat de bonne exécution :

À l'issue du marché, et à la demande du titulaire, le GIPEAM peut délivrer un certificat attestant de la bonne exécution du contrat, sous réserve du respect des obligations contractuelles.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique et ses annexes](#) (Legifrance)

[CCAG techniques de l'information et de la communication du 30 mars 2021 dans sa rédaction en vigueur au moment de la remise de l'offre.](#)



Cofinancé par
l'Union
européenne

GIP l'Europe à Mayotte
1, rue du receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi
97680 Tsingoni

contact@europe-a-mayotte.yt

Suivez-nous sur :

